

a contribué au financement d'un programme de transition dans la collectivité après la fermeture d'une mine en Mongolie. Ce projet a entraîné la création d'un plan de transition économique, de même que l'offre de formation auprès des mineurs artisanaux locaux et des surveillants des ressources naturelles établis dans la collectivité. Il a également conduit au renforcement de la capacité des collectivités locales de gérer leur patrimoine minier, et à la collaboration avec des programmes de premier plan en Mongolie pour optimiser la capacité des petits exploitants miniers de participer à la surveillance environnementale.

De nombreuses autres initiatives soutenues par le MAECD en 2013-2014 ont permis de promouvoir le développement des affaires et du secteur financier. Par exemple, en Colombie, deux nouveaux projets aident les petits producteurs à augmenter leur production agricole et à établir de nouvelles chaînes de valeur pour leurs produits, tout en améliorant leurs connaissances dans le domaine des finances et en assurant un accès accru au financement agricole et à l'assurance-récolte. Au Vietnam, le Canada a soutenu la réforme des permis d'entreprises, entraînant ainsi des économies de 15 millions de dollars américains par année en matière de conformité dans les domaines ciblés.

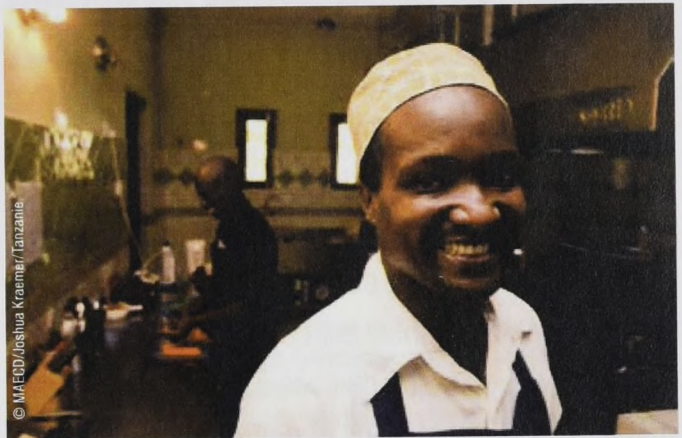
GESTION DURABLE DES RESSOURCES FORESTIÈRES MONDIALES



© MAECD/D. Bourque/RDC

En raison des difficultés complexes qu'entraînent la pauvreté et des pressions exercées en vue d'exploiter la terre, il est exigeant de conjuguer croissance économique durable et gestion des ressources forestières. Depuis 2009, Ressources naturelles Canada, par la voie du Réseau des forêts modèles africaines, soutient l'amélioration de la conservation et de la gestion durable des ressources forestières en Afrique francophone, notamment dans le bassin du Congo et la région méditerranéenne (Algérie, Maroc et Tunisie). Le Réseau des forêts modèles africaines présente une approche intégrée et une gestion participative des ressources naturelles dont le Canada fait la promotion depuis maintenant plus de 20 ans. Cette initiative donne suite à l'engagement formulé par le Canada lors du Sommet de la Francophonie de 2008, à Québec, ayant pour but de prendre des mesures afin de stabiliser les marchés financiers et de soutenir la gestion durable des forêts.

INVESTIR DANS LE CAPITAL HUMAIN



© MAECD/Joshua Kraemer/Tanzania

Les pays en développement doivent créer les perspectives qui permettront aux démunis, en particulier les femmes et les jeunes, de réaliser leur plein potentiel grâce au développement de nouvelles compétences, à l'approfondissement de leurs connaissances et à la suppression des obstacles qui limitent les occasions.

En 2013-2014, avec le soutien du Canada, de grands progrès ont été réalisés afin d'améliorer l'employabilité des travailleurs. Au Bangladesh, on a fourni des allocations à 17 776 étudiants issus de milieux socioéconomiques défavorisés, dont 4 364 femmes, afin qu'ils prennent part à des programmes de formation technique et professionnelle. De plus, les employeurs locaux participent plus activement à l'établissement des compétences requises dans différents secteurs émergents.

En Colombie, 2 211 jeunes (1 263 femmes et 948 hommes) ont reçu une formation technique ou professionnelle dans 11 domaines tels que l'agroentreprise, la gestion des déchets et la commercialisation des aliments. Ces jeunes ont aussi fait approuver 39 plans d'activités.

En 2013, le MAECD a soutenu une nouvelle initiative ayant pour but de combattre le chômage chez les jeunes en Éthiopie, au Kenya, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda. Cette contribution auprès de l'organisation canadienne Digital Opportunity Trust, de concert avec celles d'autres donateurs, augmentera les revenus des jeunes hommes et femmes dans certains domaines ciblés en améliorant leur employabilité et en leur fournissant les compétences dont ils ont besoin pour diriger de petites entreprises.

Également en 2013, le CRDI a établi un partenariat avec le ministère du Développement international du Royaume-Uni et la Fondation William et Flora Hewlett afin de lancer le programme de recherche quinquennal Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes. Cette initiative veut mieux documenter la participation au marché du travail et l'entrepreneuriat des femmes, l'économie des soins et les répercussions de l'égalité des sexes sur la croissance dans les pays à faible revenu.